RÉPUBLIQUE DE LA GUINÉE EQUATORIALE
Ministère des Finances, Economie et de la Planification

COMMUNIQUÉ DE PRESSE.

Dans le prolongement du communiqué de presse du Conseil des ministres tenu vendredi dernier, le 14 août 2020, qui stipule que "le gouvernement est tenu de prendre des mesures strictes pour atténuer les effets et l'insolvabilité éventuelle du gouvernement par rapport à ses obligations spécifiques ; et de prévenir les situations politiques graves qui pourraient créer des sensibilités d'instabilité apparente susceptibles d'entraîner un mécontentement général au sein de la population". Par ce communiqué, nous voulons compléter cette annonce dans le sens où ces mesures sont préventives afin d'éviter une aggravation de la crise qui pourrait conduire à une situation beaucoup plus critique, compte tenu des conditions économiques et financières actuelles, dérivées de la pandémie. À cette fin, le gouvernement a décidé de restructurer son cabinet ministériel afin d'accélérer la mise en œuvre des mesures économiques et structurelles actuellement en cours.

La Guinée équatoriale, comme la plupart des pays du monde, est confrontée à une crise économique sans précédent, dont l'ampleur est encore inconnue compte tenu de l'incertitude sur l'évolution et la durée de la pandémie. En fait, depuis mars de cette année, notre économie a été sévèrement touchée par la double crise, d'une part, l'apparition de COVID 19, et d'autre part, la forte chute des prix internationaux du pétrole, qui, en raison de la forte dépendance de l'économie à l'égard du secteur pétrolier, a fortement affecté nos indicateurs économiques et financiers. Toutefois, il est important de souligner que, malgré les effets importants de la crise, la Guinée équatoriale continue d'être une économie très solvable avec un énorme potentiel de développement et de croissance grâce au stock important d'infrastructures économiques et sociales de haut niveau et aux nouveaux développements dans le secteur du gaz, ainsi qu'à la stabilité politique et sociale qui prévaut.

Malgré la chute brutale des prix internationaux du pétrole à la mi-2014, qui a fortement détérioré les indicateurs macroéconomiques et financiers, l'activité économique est passée d'une baisse de plus de 9 % du PIB en 2015 à moins de 6 % du PIB en 2019, les niveaux d'endettement restent soutenables à environ 40 % du PIB, bien en

dessous du critère de convergence établi par la CEMAC ; De même, les finances publiques se sont ajustées, avec une réduction du déficit budgétaire de plus de 10% du PIB entre 2014 et 2019, grâce à la politique de rationalisation et de réorientation des dépenses publiques conçue dans le cadre fiscal et macroéconomique récemment approuvé par la signature d'un programme financier avec le Fonds monétaire international (FMI).

Après la récente crise, on estime que notre produit intérieur brut chuterait d'environ 6 % en 2020, alors que les prévisions initiales tablaient sur une baisse de 1,6 %. Dans un scénario plus pessimiste, nous parlerions d'une chute du PIB comprise entre 8 et 9 %, qui, malgré une détérioration significative, serait bien inférieure aux niveaux de nombreuses économies développées et en développement qui estiment des taux de croissance négatifs à deux chiffres.

Le système financier national, qui a été l'autre grand secteur touché par la crise, bénéficie du soutien du gouvernement pour maintenir sa solvabilité et se conformer aux normes prudentielles de la Commission de surveillance bancaire (COBAC). Bien que la dette du gouvernement envers les entreprises de construction, l'un des principaux clients du système financier, ait augmenté les prêts non performants des banques, il est prévu qu'après la régularisation de cette dette par l'émission d'obligations publiques, qui est assez avancée, les bilans des banques s'amélioreront sensiblement, ainsi que leur accès à un refinancement supplémentaire auprès de la Banque centrale.

En outre, les engagements des chefs d'État visant à renforcer la monnaie par un soutien financier soutenu par le FMI progressent conformément aux accords et grâce à ce soutien, la Guinée équatoriale bénéficie d'un soutien budgétaire garanti pour financer les budgets 2020-2022 et la facilité de crédits extraordinaires pour faire face à la pandémie.

Nous sommes convaincus que l'ensemble des réformes structurelles visant à rétablir la croissance économique, l'industrialisation et la diversification des sources de croissance, à renforcer le système financier en tant que moteur essentiel de la croissance dans le secteur non pétrolier, à améliorer le climat des affaires et la gouvernance et à lutter contre la corruption nous aideront à surmonter la crise actuelle et à parvenir à l'inclusion sociale et à la viabilité économique, comme le prévoit notre stratégie nationale pour un développement économique et social durable et inclusif, Guinée équatoriale 2035.

Dans la situation actuelle, suite à la crise économique, de nombreux pays sont confrontés à des pressions politiques et sociales importantes qui aggravent encore la crise. Cependant, en Guinée

REPUBLICA DE GUINEA ECUATORIAL
EL MINISTRO
MINISTERIO DE

équatoriale, grâce au leadership du Président de la République, Son Excellence **Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO**, aux mesures prises en temps opportun pour freiner la pandémie et aux incitations économiques et au soutien des secteurs les plus vulnérables et des entreprises, nous disposons d'un plan de relance à moyen terme qui bénéficie également de la supervision et du soutien des organismes économiques et financières internationaux.

Malabo, 16 Août 2020

POUR UNE GUINEE MEILLEURE;

LE MINISTRE EN EXERCICE.

César Augusto MBÁ ABOGO.